

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

30 avril 2012
Français
Original : arabe

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Nécessité de s'engager plus fermement en faveur
du désarmement nucléaire et du Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires**

Document de travail présenté par la Libye

1. La paix et la sécurité internationales ne régneront pas tant que les États continueront de posséder des armes nucléaires ou menaceront d'y recourir : il faut prendre des mesures concrètes en vue de leur élimination totale et complète et notamment empêcher leur prolifération, arrêter la course à l'armement nucléaire et établir une coopération fructueuse entre les États. La meilleure façon de garantir le non-recours aux armes nucléaires est de s'abstenir d'en produire et de les mettre au point, ainsi que d'éliminer les stocks existants, sous contrôle international vérifiable.
2. L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires se réfère notamment au fait que cette menace ou cet emploi est en contradiction totale avec les principes et règles du droit international humanitaire applicable en période de conflit armé et qu'il existe un engagement réel en faveur de la poursuite de bonne foi des négociations en vue du désarmement nucléaire sous un contrôle international strict, avec une volonté de les faire aboutir.
3. Ce qui suscite l'inquiétude, c'est que plus de 40 années se sont écoulées depuis la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), mais que les dangers découlant de l'armement nucléaire subsistent du fait d'un nombre restreint de pays qui entretiennent des arsenaux nucléaires. Les objectifs du Traité n'ont toujours pas été atteints et resteront hors de portée si l'on continue de s'attacher uniquement à l'engagement des États non dotés de l'arme nucléaire à n'acquérir aucune arme nucléaire, en s'abstenant de demander aux États qui en sont dotés de prendre des mesures concrètes en vue d'un désarmement nucléaire complet. On ne peut pas accepter les justifications d'un État nucléaire, quel qu'il soit, selon lesquelles l'acquisition et la mise au point d'armes nucléaires font partie intégrante de leur stratégie défensive de sécurité et que cela est nécessaire au maintien de la paix mondiale.



4. La Libye est persuadée que le régime de non-prolifération ne pourra subsister que si les États dotés de l'arme nucléaire donnent des preuves suffisantes de leur attachement à la mise en œuvre des dispositions du TNP notamment de l'article VI, prennent des mesures efficaces en vue de l'application dans les meilleurs délais des 13 mesures concrètes adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, en tant que critères d'évaluation des progrès dans ce domaine, de manière transparente, vérifiable et irréversible – comme cela a été réaffirmé à la Conférence d'examen du Traité en 2010 – afin de parvenir à une baisse importante des arsenaux nucléaires actuels, s'abstiennent de produire de nouvelles armes et détruisent les stocks existants, sous contrôle international vérifiable.

5. La Libye invite tous les États à s'abstenir de procéder à des essais nucléaires et à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, notamment les États qui doivent le ratifier pour qu'il entre en vigueur.

6. L'universalité du Traité est une condition fondamentale de son efficacité et de sa crédibilité. Le fait que cette universalité fait toujours défaut confirme l'importance prioritaire de la mise en œuvre intégrale des textes issus de la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et de la Conférence d'examen de 2000 et en particulier de la résolution sur le Moyen-Orient.

7. La Libye souligne l'importance que revêt l'engagement pris par les États dotés d'armes nucléaires d'appliquer les mesures énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010 en faveur d'une élimination totale des arsenaux nucléaires et de redoubler d'efforts pour obtenir la réduction, voire l'élimination des armements stratégiques offensifs. Les États dotés d'armes nucléaires se sont également engagés à accélérer la réalisation de progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire, tel qu'énoncé dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000.

8. Il faut s'employer sans plus tarder à obtenir la ratification d'un instrument international qui ne soit assorti d'aucune condition et soit juridiquement contraignant en vue de garantir la sécurité des États non dotés de l'arme nucléaire face à tout recours ou menace d'un recours à l'arme nucléaire à leur encontre. Ces garanties permettront indéniablement de renforcer les objectifs du Traité et contribueront à accélérer l'élimination des armes nucléaires.